

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-3-1, R.412-28, R.417-10 ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Vu l'arrêté municipal N°AP-2023-0140, en date du 24 mai 2023, réglementant la zone de rencontre du parvis de la gare ;  
Considérant qu'il convient de modifier les dispositions de l'Article 3 et 4 pour permettre à tous les taxis d'accéder à la gare ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Les dispositions de l'Article 3 de l'arrêté N°AP-2023-0140, en date du 24 mai 2023, réglementant la zone de rencontre du parvis de la gare sont ainsi modifiées :

Est considéré comme gênant, le stationnement des véhicules en dehors des emplacements matérialisés.

**ARTICLE 2** – Les dispositions de l'Article 4 du même arrêté sont modifiées ainsi:  
Un sens unique de circulation est instauré sur le pont d'accès de la Gare et le parvis de la gare, dans le sens avenue Jean Biray vers le pont de sortie dit « pont de la Sernam.  
La circulation des véhicules est interdite sauf pour :

- les véhicules du réseau Idelis ;
- les véhicules de collecte du distributeur automatique de titre ;
- les véhicules accédant aux emplacements réservés aux titulaires de la carte mobilité inclusion ;
- les taxis ;
- les véhicules à deux ou trois roues motorisés se rendant sur leurs emplacements de stationnement réservés ;
- les véhicules de livraison ;
- les convoyeurs de fonds ;
- les agents d'entretien de la gare

**ARTICLE 3** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 5** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

**21 DEC. 2023**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire